



**Accord d'entreprise sur les modalités d'utilisation  
par les Organisations Syndicales du portail syndical et  
de la messagerie électronique de l'entreprise pour la diffusion de  
messages électroniques à caractère syndical et social**

**Entre les soussignés**

La Caisse d'Epargne **Nord France Europe**, dont le siège social est situé  
135, Pont de Flandres - 59031 Lille Cedex  
Représentée par Madame **Christine GOEURY**, Membre du Directoire en charge du pôle Ressources,

**Et**

La Caisse d'Epargne **Picardie**, dont le siège social est situé  
8 rue Vadé - 80 064 Amiens cedex 9  
Représentée par Monsieur **Jean-Pierre TAMIGI**, Membre du Directoire en charge du pôle Ressources,

**D'une part**

**Et**

Les organisations syndicales représentatives suivantes :

Le syndicat **CFDT**, représenté par : BAUDRY BENOT, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

et par Ami GRION LEVEQUE, délégué syndical Caisse d'Epargne Picardie

Le syndicat **CFTC**, représenté par : \_\_\_\_\_, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

Le syndicat **CGC**, représenté par : LECLERCQ Laurent, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

Le syndicat **FO**, représenté par : DUDANT ARNAUD, délégué syndical Caisse d'Epargne Picardie

Le syndicat **SU-UNSA**, représenté par : Jean-Loup PROUVEN, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

et par Olivier Buisson, délégué syndical Caisse d'Epargne Picardie

Le syndicat **SUD**, représenté par : \_\_\_\_\_, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

**D'autre part,**

Accord d'entreprise sur les modalités d'utilisation par les Organisations Syndicales du portail syndical et de la messagerie électronique de l'entreprise pour la diffusion de messages électroniques à caractère syndical et social

Il a été préalablement exposé :

### PREAMBULE

Dans le contexte de création de la future Caisse d'Epargne Hauts de France, les parties conviennent de définir les modalités de communication dématérialisée des informations et publications syndicales via intranet et la messagerie.

Cette évolution s'inscrit dans la volonté de la Caisse d'Epargne Hauts de France de contribuer à la diminution de sa consommation de papier, d'inscrire ses pratiques internes dans la digitalisation et de faciliter la circulation de l'information.

### OBJET DE L'ACCORD

Le présent accord détermine :

- Les conditions d'utilisation de la messagerie professionnelle pour la communication des Organisations Syndicales Représentatives (OSR) et des Organisations Syndicales ayant créé une Section Syndicale au sein de la Caisse d'Epargne Hauts de France (CEHDF), à destination de l'ensemble des collaborateurs.
- Les conditions de fonctionnement du Portail intranet dédié au CHSCT, CE, et aux Organisations Syndicales Représentatives (OSR) et aux Organisations Syndicales ayant créé une Section Syndicale au sein de la Caisse d'Epargne Hauts de France.

Il définit aussi les modalités de consultation des messages syndicaux.

Il est ainsi rappelé qu'en vertu de l'article L 2142-6 du code du travail, chaque salarié doit pouvoir accepter ou refuser un message de nature syndicale quelle que soit l'organisation syndicale émettrice.

Cet accord se substitue de plein droit, dès son entrée en vigueur, aux usages ou accords en place au sein de la CENFE ou de la CEPIC sur les modalités de la communication syndicale et sociale.

Il est rappelé

- Que la communication du Comité d'Entreprise auprès des collaborateurs sur les œuvres sociales au moyen de la messagerie professionnelle est autorisée hors du cadre ci-dessous et n'entre pas dans le champ du présent accord
- Que la communication syndicale durant les périodes de campagnes électorales en vue des élections CE-DP fait l'objet d'un cadre spécifique prévu dans le protocole électoral.

Les organisations syndicales, conformément à l'article L. 2142-4 du Code du travail, peuvent distribuer des publications et tracts de nature syndicale au personnel de l'entreprise dans l'entrée des locaux aux heures d'entrée et de sortie du travail.

**Ceci étant rappelé, il a été convenu ce qui suit :**

### CHAPITRE 1 –BENEFICIAIRES

Les OSR et les Organisations Syndicales ayant créé une Section Syndicale au sein de la Caisse d'Epargne Hauts De France bénéficient des dispositions du présent accord dans le respect de ses conditions et modalités d'application.



## **CHAPITRE 2- MESSAGERIE PROFESSIONNELLE**

### **Article 1 : Emetteurs - Configuration de la boîte mail**

Les organisations syndicales sont autorisées à utiliser la messagerie électronique de l'entreprise pour la diffusion de leurs tracts et communications dans le cadre ci-après.

A cette fin, les organisations syndicales font une demande d'usage de la messagerie dédiée, par écrit, auprès de la Direction des Relations Sociales.

La liste des délégataires de l'adresse générique, au nombre de 6 maximum par organisation syndicale, devra être communiquée à la Direction des Relations Sociales par l'organisation syndicale lors de la demande.

Dans le cadre de l'utilisation de la messagerie professionnelle, l'organisation syndicale émet ses messages depuis une adresse générique unique reprenant le nom de l'organisation syndicale et de l'émetteur : *« initiales de l'OS - nom et prénom de l'émetteur@cehdf.caisse-epargne.fr »*. Cette adresse mail est communiquée par la Direction des Relations Sociales.

La configuration technique de la boîte émettrice de chaque organisation syndicale ne permet pas de réponse.

### **Article 2 : Contenu et objet du message**

Objet du message : celui-ci comportera

- la nature de la publication syndicale (tract, information, etc....)
- l'objet de la communication (titre, compte rendu etc...)
- l'organisation syndicale émettrice

Le message se composera

- du lien permettant d'accéder directement au tract ou à la publication syndicale et/ou d'un texte concis ne pouvant excéder l'équivalent d'une page recto au format A4
- de la signature de l'OS et son logo.

Aucun fichier ne pourra être joint à ce message.

### **Article 3 : Fréquence et nombre des messages**

Afin de ne pas engorger la messagerie des collaborateurs, la communication des organisations syndicales sera limitée à 4 publications mensuelles hors publications nationales et hors période électorale.

Par principe, l'accès à la messagerie électronique de l'entreprise par les organisations syndicales met fin à la libre utilisation des moyens d'acheminement du courrier interne. Néanmoins, cette utilisation reste exceptionnelle et mesurée pour l'envoi de publications syndicales volumineuses ou qui ne peuvent être dématérialisées.

### **Article 4 : Droit d'opposition**

Conformément aux dispositions de l'article L 2142-6 du code du travail, les salariés bénéficieront du droit d'opposition à la réception d'un message en provenance des organisations syndicales.

A ce titre, chaque message adressé par les organisations syndicales depuis l'adresse de messagerie dédiée devra systématiquement faire mention de la possibilité pour le salarié de classer ce message en « courriers indésirables ».

AFZ  
M AD [Signature] OS ?  
JUP LC

## **Article 5 : Confidentialité**

Les parties rappellent expressément que les organisations syndicales et la Direction de la Caisse d'Epargne Hauts De France sont tenues à une obligation de stricte confidentialité à l'égard des listes de diffusion mise à disposition.

## **CHAPITRE 3 –PORTAIL SYNDICAL, CE ET CHSCT**

### **Article 1 : Emetteurs - Configuration du Portail**

La Caisse d'Epargne Hauts De France met à disposition, du Comité d'Entreprise, du CHSCT et de chaque Organisation Syndicale, un espace dédié sous intranet dont l'intitulé identifie clairement l'instance ou l'organisation syndicale émettrice.

L'accès au Portail est ouvert sur demande écrite du syndicat, de l'instance, auprès de la Direction des Relations Sociales.

La liste des émetteurs, au nombre de 6 maximum par organisation syndicale, devra être communiquée à la Direction des Relations Sociales par l'organisation syndicale lors de la demande.

Concernant le CE et CHSCT, la liste des émetteurs, comprenant les membres du bureau, sera transmise à la Direction des Relations Sociales par le secrétaire de l'instance.

Un lien est disponible sur le Portail Intranet de la Caisse d'Epargne Hauts De France dans une section dont la Caisse assure la mise en place et le suivi.

### **Article 2 : Contenu du Portail**

Les pages accessibles par le lien contenu dans les messages des Organisations Syndicales et dans l'espace syndical sont un lieu d'expression pour les organisations syndicales.

Elles sont constituées de tracts et publications syndicales à destination des salariés.

Chaque organisation syndicale doit y déposer les publications en format PDF. La taille ne doit pas dépasser 2 Mo par publication / tract syndical.

Chaque Organisation Syndicale fixe librement le contenu des pages accessibles par le lien sous réserve que les informations diffusées aux salariés aient un caractère exclusivement syndical en application de l'article L 2142-5 du code du travail.

## **CHAPITRE 4 - DEONTOLOGIE ET RESPONSABILITE**

### **Article 1 : Déontologie**

Conformément à la législation en vigueur, chaque émetteur autorisé s'interdit de communiquer de manière :

- injurieuse, ou obscène
- diffamatoire ou nominativement calomnieuse
- à porter atteinte à l'honneur, à la dignité des collaborateurs et dirigeants de la Caisse

Les parties signataires s'engagent à ce que les informations interviennent dans le respect de la réglementation sur la presse et de la législation garantissant la protection de la vie privée.

Les communications

- allant à l'encontre des dispositions du Règlement Intérieur
- sur des sujets présentant un caractère objectivement confidentiel dans le cadre de la préservation des intérêts de l'entreprise, notamment lorsque les documents mis à disposition des représentants du personnel par la Direction le mentionnent expressément



- intégrant le logo Caisse d'Epargne sauf accord préalable de la Caisse d'Epargne Hauts De France conformément aux dispositions du code de la propriété Intellectuelle notamment sur la protection de la marque.

Sont proscrites.

## **Article 2 : Responsabilité**

Il est rappelé que les organisations syndicales, les représentants des instances CE et CHSCT sont responsables du contenu des publications.

L'administration du contenu des publications est placée sous la responsabilité des émetteurs à savoir les six délégataires de chaque organisation syndicale ainsi que les membres du bureau du CE et du CHSCT.

Ceux-ci sont chargés de contrôler et de s'assurer de la conformité du contenu des publications tant aux obligations légales énoncées à l'article 1 du Chapitre 4 qu'aux conditions générales d'utilisation de la messagerie et du Portail fixées par ce même accord.

Les organisations syndicales non signataires du présent accord souhaitant bénéficier de ses dispositions devront en informer par écrit la Direction des Relations Sociales en prenant l'engagement de respecter ces dites dispositions. Elles s'engageront à en respecter les dispositions par la signature d'une charte.

## **Article 3 – Manquements aux règles d'utilisation**

Dans le cas où une Organisation Syndicale ne respecterait objectivement pas les conditions d'utilisation de la messagerie électronique et du Portail Syndical telles que définies dans les articles 2, 4 et 5 du chapitre 2, la Caisse d'Epargne Hauts De France, après avoir alerté par écrit l'Organisation Syndicale concernée, suspendra temporairement, pour une durée de 3 mois, le droit d'utilisation de la messagerie.

En conséquence, pendant cette période de suspension, l'Organisation Syndicale ne bénéficiera plus de la possibilité de communiquer par voie de messagerie professionnelle.

En cas de manquement réitéré, l'organisation syndicale serait à nouveau suspendue des droits d'accès à l'utilisation de la messagerie et du portail intranet pour une durée de 6 mois.

De manière générale, en cas de violation des dispositions du présent accord et afin de protéger les droits de la Caisse d'Epargne Hauts De France et de ses collaborateurs et représentants, celle-ci se réserve le droit de saisir les tribunaux compétents.

## **CHAPITRE 5 – INDISPONIBILITE DU PORTAIL ET ANALYSE DES FLUX**

### **Article 1 – Indisponibilité du portail**

Le portail syndical fait partie intégrante de l'environnement informatique de la Caisse.

La garantie de fonctionnement du Portail peut conduire à des mesures immédiates de sauvegarde qui s'appliquent à l'ensemble du système d'information.

En cas de problèmes techniques entraînant l'indisponibilité de l'intranet, les émetteurs en seront informés ainsi que du rétablissement du service.

Dans l'éventualité d'une indisponibilité de fonctionnement des liens vers l'espace de stockage supérieure à 48 heures, les Organisations Syndicales pourront exceptionnellement recourir au courrier interne pour la diffusion de leurs publications.

## **Article 2 – Analyse et contrôle de l'utilisation de la messagerie informatique et du lien mis à disposition**

L'utilisation des ressources informatiques mises à disposition des Organisations Syndicales (lien, portail intranet et messagerie) peut être analysée et contrôlée pour des nécessités strictes de maintenance, de gestion et de suivi ou de sécurité et ce, dans le respect de la législation applicable et notamment la loi sur l'informatique et des libertés.

La Direction s'engage à ne pas réaliser d'opérations de contrôles notamment à des fins statistiques à l'exclusion du suivi du respect du nombre maximum de messages adressés par les Organisations Syndicales.

L'utilisation des ressources informatiques par les organisations syndicales respecte les termes de la Charte sur le Système d'Information applicable au sein de l'entreprise notamment les règles de sécurité visant à la protection du Système d'Information de la Caisse (intrusion, attaque virale ...).

## **CHAPITRE 6 – DUREE DE L'ACCORD – ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, à compter du 4 octobre 2017, à condition qu'il soit valablement conclu en application des dispositions légales au sein de chacune des Caisses signataires.

Les parties conviennent de réaliser un bilan de son application un an après sa date d'entrée en vigueur.

## **CHAPITRE 7 - CONDITIONS DE RÉVISION ET DE DÉNONCIATION**

### **Article 1 : Conditions de révision**

Les dispositions du présent accord pourront faire l'objet à tout moment de demandes de révision sous forme de lettre recommandée avec avis de réception et moyennant un préavis de trois mois.

La demande de révision doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge, à l'ensemble des parties signataires et adhérentes.

La demande de révision n'est recevable qu'à échéance d'une période d'observation d'un an courant à compter de la date de signature du présent accord, et doit être accompagnée d'indications précises sur les changements souhaités.

Ce délai d'un an peut être réduit d'un commun accord dans le cas où les parties souhaitent réviser le même article et y apporter les mêmes ajouts, suppressions ou modifications. Ce délai ne sera par ailleurs pas opposable en cas de modification des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ayant une incidence directe ou indirecte sur le présent accord.

Toutes les organisations représentatives dans l'entreprise seront convoquées à la négociation de l'accord de révision, dans un délai maximum de deux mois suivant la demande de révision.

Les parties mettront tout en œuvre pour faire aboutir les négociations dans un délai de 6 mois à compter de la première réunion.

En cas d'absence d'accord passé ce délai, les négociations prendront fin et conduiront à poursuivre l'application du présent accord dans les mêmes conditions, sauf souhait de l'une des parties de procéder à la dénonciation de l'accord dans les conditions ci-dessous précisées, et ce, conformément aux dispositions légales.

### **Article 2 : Conditions de dénonciation**

Indépendamment de la procédure de révision énoncée ci-dessus, toutes les dispositions du présent accord sont convenues pour une durée indéterminée, et peuvent à ce titre être dénoncées à tout moment par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous forme de lettre recommandée avec avis de réception et moyennant un préavis de trois mois.



Conformément à l'article L.2222-6 du code du travail, l'accord dénoncé continuera de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord qui lui est substitué, ou à défaut pendant une durée de un an à compter de la date d'effet de la dénonciation.

#### CHAPITRE 8 : PUBLICITE

Le présent accord est déposé à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi dans les quinze jours qui suivent sa signature ainsi qu'au secrétariat du greffe de conseil de prud'hommes du siège de la Caisse d'Epargne Nord France Europe et du siège de la Caisse d'Epargne Picardie.

Le présent accord sera porté à la connaissance du personnel par le biais de l'outil intranet. Un exemplaire sera remis à chaque membre du personnel qui n'y a pas accès et qui en fera la demande auprès de la Direction des Ressources Humaines.

Fait à Amiens et à Lille, en 20 exemplaires  
le 7 avril 2017,

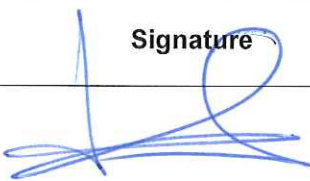
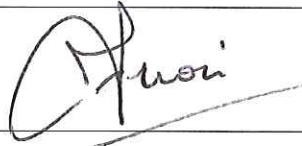




Pour la Direction de la CENFE

Madame Christine GŒURY  
Membre du Directoire  
en charge du pôle Ressources

Pour la Direction de la CEP

Monsieur Jean-Pierre TAMIGI  
Membre du Directoire  
en charge du pôle Ressources

Pour les Organisations Syndicales Représentatives de la CENFE et de la CEP

	Nom, Prénom du Signataire	Signature
CFDT (CENFE)	M. BAUDRY Benoît Délégué Syndical	
CFDT (CEP)	M. Aurélien PRION LEBEQUE Délégué Syndical	
CFTC (CENFE)	M. Délégué Syndical	
FO (CEP)	M. DUMONT ARNOUD Délégué Syndical	
SNE – CGC (CENFE)	M. LECLERCQ Laurent Délégué Syndical	
SU – UNSA (CENFE)	M. Jean-Louis PROVÈRE Délégué Syndical	
SU – UNSA (CEP)	M. Olivier BOURG Délégué Syndical	
SUD (CENFE)	M. Délégué Syndical	

ASL